Revue européenne des migrations internationales

vol. 25 - n°1 | 2009

Nouvelles migrations chinoises en Afrique et en Amérique latine

Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs-migrants

China-Africa or the Waltz of Entrepreneurs-Migrants

China-África o el vals de los empresarios-migrantes

Brigitte Bertoncello et Sylvie Bredeloup

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/4881>

DOI : 10.4000/remi.4881

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2009

Pagination : 45-70

ISBN : 978-2-911627-51-4

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Brigitte Bertoncello et Sylvie Bredeloup, « Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs-migrants », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 25 - n°1 | 2009, mis en ligne le 01 juin 2012, consulté le 23 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/remi/4881> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.4881>

Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs-migrants

Brigitte BERTONCELLO* et Sylvie BREDELOUP**

« Quand la Chine ratisse l'Afrique », « La Chine pousse ses pions en Afrique », « La Chine, nouvelle amie intéressée de l'Afrique », « Chine-Afrique : pillage ou co-développement ? »¹ titrait récemment la presse française. Assurément depuis ces dernières années et notamment 2006², les nouveaux partenariats stratégiques, qui sont en train de se tisser entre la Chine et le continent africain sous-tendus par l'idéologie du *win-win*, interpellent les pays occidentaux. L'Afrique n'est plus la chasse gardée de l'Occident ; ses ressources naturelles sont aussi convoitées par la République populaire de Chine (RPC) qui s'impose comme le deuxième consommateur de pétrole de la planète. Le volume des échanges sino-africains ne cesse de croître : il a été multiplié par 7 entre 2000 et 2007 selon le ministère chinois du commerce, passant de 10 à 70 milliards de US\$³. En 2007, la RPC est devenue le deuxième partenaire commercial le plus important de l'Afrique derrière les États-Unis et tout juste devant la France. Comme le faisait remarquer en janvier 2008, à l'occasion d'un colloque, l'Ambassadeur chinois au Sénégal : « *Au lieu d'avoir recours à la force et à la duperie qui étaient familières aux colonisateurs occidentaux dans l'acquisition des ressources en Afrique, la Chine a choisi d'en exploiter par voie de négociations commerciales normales, d'achats à des prix raisonnables et de coopération mutuellement bénéfique* »⁴. La Chine importe aujourd'hui des matières premières à plus ou moins forte

* Géographe, professeur en urbanisme à l'Université de Provence, chercheur au LPED (UMR 151, IRD/Université de Provence) bg.bertoncello@wanadoo.fr

** Socio-anthropologue, directrice de recherche à l'IRD, LPED (UMR 151, IRD/Université de Provence) Sylvie.Bredeloup@univ-provence.fr

1 Respectivement *Marianne*, 24-30 juin 2006, *Le Monde* du 12 janvier 2006, *Libération* du 25 janvier 2007, *Diplomatie*, janvier-février 2007.

2 Publication du Livre blanc en janvier 2006 intitulé « La politique de la Chine à l'égard de l'Afrique ».

3 Source SCMP, 20 avril 2008.

4 *Xinhua*, 24 janvier 2008.

valeur ajoutée (bois tropicaux, pétrole nigérian, angolais, équato-guinéen, congolais, gabonais et soudanais, cuivre zambien, charbon sud-africain, or, pierres précieuses et ivoire). Elle a également profité des privatisations en cours sur le continent africain pour s'introduire dans des secteurs autrefois réservés aux sociétés d'États (énergie, télécommunications, transport, mine). Enfin, elle cherche à écouler auprès des 900 millions de consommateurs africains des produits bon marché fabriqués à profusion dans ses « usines monde ».

Parallèlement à ces transactions d'ampleur, qui reconfigurent en profondeur diplomatie et négoce internationaux, des dynamiques plus discrètes sont impulsées par le bas à l'initiative à la fois des marchands chinois et africains. Les premiers, dont les parcours intercontinentaux ont été plus ou moins directement influencés à la fois par les réformes de 1978, la libéralisation de la législation chinoise sur l'émigration (Pieke 1998, Xiang, 2003) et les restructurations économiques à l'œuvre en RPC (Kernen, Rocca, 1998 ; Roulleau-Berger, Shi, 2004 ; Roulleau-Berger, 2008) se sont implantés, à la fin des années 1990 en Afrique subsaharienne, quelques années après que des ingénieurs, techniciens et ouvriers aient été recrutés dans le cadre de la coopération bilatérale pour travailler dans les entreprises chinoises de BTP. Les commerçants africains ont, quant à eux, intégré au seuil du nouveau millénaire les villes chinoises dans leurs itinéraires migratoires, après avoir exploré, de leur propre chef, d'autres places en Afrique et en Asie au fil des dernières décennies. Après avoir décrit et décliné les trajectoires migratoires et professionnelles de ces deux catégories de populations, nous essaierons d'apprécier dans quelle mesure ces mouvements sont ou non liés et ont à voir avec le renforcement de la coopération économique et technologique sino-africaine, avec l'ouverture de l'Organisation Mondiale du Commerce et enfin avec le durcissement des politiques migratoires en Europe.

LES COMMERÇANTS CHINOIS EN AFRIQUE : UNE MINORITÉ DE PLUS EN PLUS VISIBLE⁵

Alors que l'implantation des entreprises chinoises en Afrique — qui seraient aujourd'hui de l'ordre de 800 — n'a pas retenu l'attention des médias, l'arrivée de petits commerçants ressortissants de la RPC dans les quartiers populaires des villes africaines semble défrayer la chronique. Ils sont assimilés à un danger, une concurrence par les entrepreneurs autochtones. Dès 2003, un journal marocain signalait, sur un ton alarmiste et stigmatisant, l'installation des commerçants chinois à Derb Omar, quartier commerçant de Casablanca⁶. L'année suivante, des quotidiens camerounais puis mauritanien creusaient le même sillon, abusant de métaphores relatives à l'invasion. Ce fut ensuite le tour des journalistes sénégalais de décliner cette rhétorique guerrière (« assaut », « offensive », « fronde », « combat », « nouveaux croisés étrangers »).

5 Travail fondé à la fois sur des enquêtes réalisées par les auteurs de l'article au Sénégal (2005 et 2006), au Cap-Vert (2006), en Côte d'Ivoire (2006), au Mali (2006, 2007), au Burkina Faso (2007 et 2008) et à partir d'une relecture des travaux d'autres chercheurs.

6 *L'économiste* du 25 août 2004.

« Brazzaville sous l'emprise chinoise » titrait en 2005 *Afriqu'Echos Magazine*, expliquant comment l'avenue de la Paix dans la commune de Poto-Poto était en train de se transformer en une « Shanghai-City Avenue » avec l'implantation de multiples enseignes chinoises. Autrement dit, les petits commerçants chinois — grossistes, détaillants ou même colporteurs — qui ont commencé à s'installer sur le continent noir et dont l'effectif serait inférieur⁷ à toutes les autres catégories professionnelles dans lesquelles sont impliqués les Chinois d'Afrique — apparaîtraient plus menaçants pour l'économie nationale que les ouvriers et les techniciens intervenant dans les sociétés d'extraction minière, de travaux publics, de pêche ou de téléphonie mobile. Mais quelles réalités reflètent ces discours ?

Une configuration à triple détente : des bazars, des magasins spécialisés et des supermarchés

Un peu partout en Afrique, dans les quartiers centraux ou proches des centres-villes, à l'initiative de ressortissants de RPC, des bazars voient effectivement le jour, offrant une gamme très large de produits bon marché, fabriqués en Chine. Rebaptisés *Cavernes d'Ali Baba* à Lubumbashi (République Démocratique du Congo, RDC), *Loja chinês* ou *Bailhuo*⁸ au Cap-Vert, ces échoppes qui, hier à Dakar étaient des garages ou des magasins de pneumatiques, regorgent de mille et une babioles sur une surface réduite : des chaussures aux ventilateurs en passant par les lunettes de soleil, les vêtements, les produits cosmétiques, les accessoires et lingerie féminins, les jouets pour enfants, les articles de décoration, les outils pour le bricolage, les ustensiles ménagers, les appareils électroniques. En fonction de la mode et au gré des événements, à l'attention des populations autochtones mais aussi des touristes, les commerçants chinois s'adaptent, recourant à la virtuosité de compatriotes copistes installés au pays.

G. Dobler a été l'un des premiers chercheurs à signaler l'installation d'une centaine de Chinois, dans la petite ville d'Oshikango, en Namibie à la frontière de l'Angola, au lendemain d'une paix fragile dans la région, en 1999. Ces marchands, qui proviennent autant du sud de la Chine, de Shanghai ou de la frontière russe et dont les origines sociales sont également très hétérogènes, font partie de cette nouvelle génération d'entrepreneurs migrants chinois (Mohan, Kale, 2007). Si les premiers arrivés avaient une expérience préalable dans un autre pays africain ou déjà en

7 La mesure de la présence chinoise en Afrique ne repose pas sur des recensements systématiques produits selon les mêmes variables mais sur des estimations plus ou moins sérieuses. Selon B. Sautman en 2006, il y aurait entre 220 000 et 427 000 Chinois en Afrique. Selon l'agence chinoise *Xinshua News Agency*, en 2007, les Chinois seraient entre 270 000 et 750 000 à y travailler. Ces écarts se justifient pour partie par la difficulté à recenser la forte présence chinoise en Afrique du Sud. Selon un journaliste du *Quotidien du Peuple*, les ouvriers envoyés sur les chantiers de construction seraient en 2004 plus de 300 000 alors que les commerçants venus de leur propre initiative seraient 200 000 (Gaye, 2006).

8 *Loja chinês* se traduit en portugais par magasins chinois ; *Bailhuo* signifiant en chinois marchandise générale.

Namibie, aucun en revanche ne disposait de liens avec les familles chinoises établies depuis plus de vingt-ans au Sud de l'Afrique⁹. Dans leurs boutiques de taille modeste, les commerçants chinois, présentent des échantillons derrière un comptoir alors que les marchandises sont stockées à l'arrière dans un entrepôt. On retrouve cette même configuration à Dakar avec impossibilité pour les clients d'accéder directement aux produits, au détail prêt que les hangars de stockage ne sont pas à proximité des magasins mais essaimés dans les quartiers périphériques (Bredeloup, Bertoncello, 2006).

À Praia dans la capitale du Cap-Vert, où le premier commerce chinois a été ouvert en 1995, les boutiques sont plus spacieuses. Des maisons de maître de l'époque coloniale, ont été réaménagées grossièrement pour un usage mercantile immédiat. Les rez-de-chaussée et les premiers étages ont été transformés en locaux commerciaux « tape-à-l'œil » : les murs violemment éclairés par des néons ont été repeints dans des couleurs éclatantes. Rangés pêle-mêle sur des étagères, les produits couvrent les murs quand ils ne sont pas présentés dans des cartons à même le sol, donnant l'impression d'une extrême profusion. À l'entrée, des caméras de vidéo-surveillance viennent en soutien à la myriade de vendeuses chinoises et capverdiennes, chargées d'éviter les vols à l'étalage. Si les premiers arrivés étaient originaires de Shanghai, Beijing ou d'autres grandes villes chinoises, la majorité aujourd'hui provient de la région du Wenzhou, dans la province du Zhejiang, à l'instar des migrants qui s'installent en France (Poisson, 2005) et dans d'autres pays d'Europe de l'Ouest. Les premiers « baihuo shops » s'ouvrent au Cap-Vert au milieu des années 1990, alors que le pays se caractérise par une stabilité politique et un pouvoir d'achat relativement élevé, lié aux transferts importants de devises que renvoient au pays les membres de la diaspora capverdienne. En 2003, O. Haugen et J. Carling comptabilisaient 27 magasins chinois installés à Sao Vicente sur l'Île de Mindelo et estimaient entre 200 et 300 le nombre de commerçants chinois répartis sur l'ensemble du Cap-Vert (Haugen, Carling, 2005). Selon l'ambassade de France¹⁰, il y avait en 2006 entre 1 500 et 2 000 ressortissants chinois dans l'ensemble de l'archipel comptant plus de 450 000 habitants. D'après notre propre inventaire établi en janvier 2006, 70 boutiques regroupent 280 Chinois dans le centre de Praia, la capitale de Santiago¹¹. Parmi ces ressortissants de RPC, on peut observer un nombre important d'employés particulièrement jeunes arrivés au Cap-Vert grâce à des réseaux familiaux et communautaires très organisés. On raconte que certains ont fait venir jusqu'à 50 personnes de leur entourage, pas toujours pour s'ancrer mais aussi pour continuer la route vers l'Europe. À l'évidence, tous ces jeunes ne peuvent s'enrichir au Cap-Vert ni s'élever à terme au rang d'employeurs et alimentent le trafic de clandestins¹² organisé par leurs compatriotes.

9 De la même manière, Mohan et Kale montrent qu'en Afrique du Sud, les nouveaux migrants chinois n'entretiennent pas de relations avec les anciennes communautés chinoises ; ce sont bien deux mouvements dissociés.

10 Entretien, Praia, 11 janvier 2006.

11 Praia regroupait 112 000 habitants en 2002 (source INE).

12 Entretiens à Dakar et Praia avec des membres des services de police français, janvier 2006.

À Dakar, l'association des consommateurs sénégalais (ASCOSEN) annonçait le chiffre de 300 commerces chinois en août 2004 et évaluait le nombre de familles à 150 l'année suivante. En 2005, A. Sarr comptabilisait 138 échoppes réparties dans les trois artères principales de Dakar et estimait à 145 le nombre de vendeurs. Au regard de nos propres observations établies dans le même périmètre géographique l'année suivante, les 143 boutiques recensées accueillaient chacune entre 2 et 4 travailleurs chinois sans compter les employés sénégalais. Les commerçants chinois de Dakar sont originaires principalement du Hénan, province du centre-est, considérée à la fois comme une des plus peuplées et des plus pauvres. Ils exerçaient déjà, pour un grand nombre d'entre eux, une activité commerciale dans leur pays avant de le quitter. En seconde position arrivent les ressortissants du Hunan (sud-est)¹³, province qui se caractérise à l'instar du Hénan, par un PIB par habitant parmi les plus faibles de Chine. Les autres migrants chinois, qui se sont installés quatre à cinq années après leurs compatriotes originaires des provinces les plus pauvres arrivés dès 1998, proviennent des provinces du Jilin et du Liaoning (nord-est)¹⁴ et sur une note mineure de Shanghai et de Beijing, plus rarement encore de Taiwan. La majorité des migrants chinois interrogés à Dakar se situe dans les classes d'âge 25-29 ans et 30-34 ans ; les autres appartiennent aux tranches tout juste supérieures. La population féminine sur les lieux de travail ne représente que 20 % du total. Plus d'un tiers possède l'équivalent d'un niveau baccalauréat ; quelques-uns ont même entrepris un cursus universitaire en Chine. La plupart a une expérience professionnelle, acquise avant de quitter la Chine, en zone urbaine, ou encore dans un autre pays étranger. Selon un modèle déjà éprouvé, les migrants chinois qui étaient partis en éclaireurs au Sénégal, ont fait venir plus tard des membres de leur famille pour appuyer la mise en œuvre de leur projet économique ou les aider à faire leur propre chemin.

Tous les petits marchands rencontrés dans ces villes africaines semblent s'approvisionner principalement à Yiwu, cette ville considérée comme le plus vaste supermarché du monde en Chine (Pliez, 2007), y passant commande ou s'y déplaçant. G. Dobler explique comment la marchandise regroupée au port de Ningbo arrive par cargo à Walvis Bay (Namibie) via Singapour et Cape Town (Afrique du Sud) avant d'être acheminée par camion jusqu'à Oshinkango. Au Sénégal, si quelques commerçants partent régulièrement s'approvisionner à Yiwu, la plupart recourt à un transitaire chinois implanté dans le port de Dakar.

Mais ce dispositif, que nous venons de décrire et qui constitue la forme dominante proposée par les commerçants chinois dans les pays côtiers du continent africain, tend également à s'essouffler. Partout le même problème de saturation du marché se pose avec l'arrivée continue des commerçants chinois dans ces villes et la satisfaction partielle des besoins des consommateurs en produits manufacturés. La concurrence s'exacerbe entre marchands chinois lesquels sont conduits à affûter leurs

13 Dans leur ouvrage, A. Goldstein *et al.* (2006) signalent qu'en Sierra Leone, les petits entrepreneurs chinois proviennent prioritairement de la province du Hunan.

14 La Chine du Nord est devenue également depuis quelques années une province d'émigration vers l'Europe de l'Ouest et de l'Est (Pieke, 2007).

stratégies commerciales. Ils sont de plus en plus nombreux à opter notamment pour une diffusion élargie dans l'espace ; les uns délocalisent leurs boutiques dans d'autres quartiers de la ville ou du pays. C'est ainsi qu'à Praia, ceux qui sont arrivés plus récemment n'ont pu accéder au Plateau, centre historique et ont essaimé au pied de la vieille ville et dans le prolongement du marché central de Sucupira. En 2008, Sao Nicolau, Fogo, Brava et Sal, autrement dit quasiment toutes les îles du Cap-Vert, accueillent des échoppes chinoises. À Dakar, les premiers commerçants chinois se sont installés sur le boulevard du Général de Gaulle, longue artère sur laquelle défilent chaque année les soldats à l'occasion de la fête de l'indépendance nationale. Également connu sous le nom « d'allées du centenaire », cet axe de circulation, qui dessert tous les quartiers résidentiels nord de la ville, constitue une entrée du Plateau, cœur de ville. Plus récemment, des boutiques ont été aménagées d'abord dans le prolongement direct sur les allées Papa Gueye Fall puis dans la partie occidentale de l'avenue Faïdherbe, confirmant un rapprochement vers le centre ville. Au Sénégal encore, quelques commerçants chinois ont redéployé leur activité du côté de Ziguinchor, Thiès et de Saint-Louis ; au Burkina Faso, on en retrouve également quelques-uns à Bobo Dioulasso et Banfora. Au Mali, ils ont aussi rejoint Sikasso et Ségou, des villes moyennes caractérisées par la présence d'entreprises de l'État chinois et de cliniques ; au Cameroun, ils ont investi Douala mais se dirigent aussi plus ponctuellement vers Yaoundé, Nkongsamba et Mbalmayo (Esoh, 2005). D'autres explorent les possibilités d'implantation ailleurs sur le continent comme ces Chinois de Sao Vicente qui confient leur boutique à un parent avant d'en ouvrir une autre du côté de l'Angola et du Mozambique ou encore ces Chinois de Dakar qui ont déjà installé une échoppe à Casablanca ou préparent une ouverture prochaine à Conakry. Autre tactique mise en œuvre : jouer sur les prix. Limiter au maximum les marges bénéficiaires en s'appuyant davantage encore sur une main-d'œuvre familiale corvéable ou, à l'inverse, augmenter les tarifs pour écouler des produits de meilleure qualité, mieux adaptés à une demande de plus en plus exigeante. Pour faire face à la concurrence, ceux qui disposent d'un capital solide peuvent également se spécialiser dans le commerce de quelques produits, procéder à l'ouverture d'un restaurant ou, à l'inverse, continuer à proposer une gamme importante de marchandises mais dans un cadre plus moderne. La figure de Xu Gongde, « ce géant chinois du commerce » au Gabon, est emblématique de ces reconversions successives qui renseignent à la fois sur les capacités d'adaptation et d'accumulation des commerçants. Sollicité directement par le gouvernement gabonais lors d'une visite du président Bongo en Chine en 1987, parce qu'il s'était fait remarquer dans son Zhejiang natal pour son esprit d'entreprise, il a d'abord ouvert une épicerie à Libreville. Par la suite, il l'a confié à un ami pour en ouvrir une autre, puis d'autres encore, étant à l'origine d'une chaîne d'une dizaine de magasins. De la vente au détail, il s'est réorienté vers le commerce de gros de produits chinois en Afrique puis s'est engagé dans l'exportation du bois d'œuvre vers l'Asie.

Les modalités d'insertion des migrants chinois sur le marché du travail sont donc loin d'être figées. Dans d'autres villes africaines, les Chinois se sont spécialisés dans le négoce d'un produit particulier. C'est ainsi qu'à Abidjan, des restaurants et des salons de massage tenus par des Ivoiriens sont transformés en boutiques chinoises, proposant pour l'essentiel du prêt-à-porter. À Bamako, le dispositif commercial mis en œuvre par les ressortissants de RPC, originaires aussi bien de Beijing, de Shanghai, du

Fujian, du Zhejiang et du Hénan, est différent de celui qu'on peut observer au Sénégal ou au Cap-Vert. Outre la multitude « d'hôtels restaurants »¹⁵ dont le nombre était estimé à 80 en 2007 par l'Office du Tourisme et de l'Hôtellerie¹⁶, des cliniques et des petites sociétés de construction ont fleuri ces dernières années surtout dans les nouveaux quartiers de standing de la capitale malienne. Quelques magasins spécialisés dans la vente de chaussures, de tissus, de médicaments, d'articles de décoration et de biens religieux ont également été développés à l'initiative de promoteurs chinois, à proximité du grand marché. Si la plupart des commerçants sont à leur compte, quelques-uns encore ont été envoyés par une entreprise chinoise pour y développer une antenne, une filiale. C'est ainsi qu'une tenancière d'un « bar chinois » à Bamako avait préalablement travaillé pour une entreprise chinoise dans l'exportation de motos à Niamey puis à Ouagadougou avant de changer de pays et d'activité. À Ouagadougou, parce que le gouvernement burkinabè maintient toujours ses relations diplomatiques avec Taiwan, leur présence est encore plus discrète. Comme à Bamako il n'existe pas de quartier chinois. La vingtaine de ressortissants chinois, originaires principalement de Shanghai, du Zhejiang et du Fujian, qui ont repris des boutiques sur le pourtour du marché Rood Woko, profitant de la désaffection du lieu après un incendie dévastateur, proposent en gros comme au détail, des chaussures, des tissus, des produits parapharmaceutiques ou cosmétiques. Plus récemment encore quelques sociétés chinoises (Jincheng ou Lifan) n'ont pas hésité à venir concurrencer les entreprises françaises, libanaises et burkinabè sur le créneau des motocyclettes.

Dans d'autres villes encore comme à Maputo (Mozambique) ou à Douala (Cameroun), les ressortissants chinois, qui avaient un capital de départ plus solide et des réseaux de connaissance plus étoffés, se sont lancés directement dans la gérance de supermarchés. Dans la capitale mauritanienne où les Chinois sont faiblement implantés dans le commerce, une famille originaire du Fujian détient à elle seule trois petits supermarchés ainsi qu'un salon de coiffure (Gaborit, 2007). À Abidjan, à la faveur de la crise politique que traverse le pays depuis septembre 2002, l'influence chinoise dans le petit commerce a commencé à se structurer. C'est ainsi qu'une première supérette a été installée par les Chinois à Cocody, quartier résidentiel déjà largement équipé de supermarchés ivoiriens et de centres commerciaux modernes à capitaux libanais ou indiens. Dans l'arrière-boutique, il est loisible de commander en gros des produits manufacturés et alimentaires provenant directement de RPC ; ce que font régulièrement les opérateurs libanais¹⁷.

Pour être encore plus complète, cette analyse doit aussi prendre en compte les activités plus modestes telles la vente au détail sur les marchés, sur les trottoirs et le colportage auxquelles s'adonnent les Chinois les plus pauvres en Afrique. À Douala sont signalées, des Chinoises prostituées la nuit, colportrices le jour. À Abidjan, des

15 Rebaptisés « bars chinois » par la population malienne et « hôtels-restaurants » par les pouvoirs publics, ces établissements sont en réalité des hôtels de passe qui proposent parfois aussi un service restauration et qui s'adressent à une clientèle masculine plutôt aisée.

16 Entretien avec le directeur de l'OMATHO, 25 septembre 2007.

17 Entretiens et observations menés en mai 2006.

Chinoises vendent des médicaments aux principaux carrefours de la ville alors qu'à Sikasso, au Mali, les colportrices chinoises ont été remplacées par des Maliennes¹⁸. L'implication des Chinois sur ces créneaux habituellement occupés par les nationaux serait à l'origine des tensions intercommunautaires.

Une mise en concurrence avec les nationaux

La compétition qui se joue entre marchands chinois et qui contribue à la saturation du marché s'additionne, en définitive, à une concurrence avec les vendeurs déjà implantés. Les marchands libanais, indiens, pakistanais ou grecs, qui continuent à jouer les intermédiaires dans les économies africaines, ne sont pas les seuls à devoir s'adapter à ce nouveau contexte ; les entrepreneurs nationaux eux-mêmes en pâtissent. Si la présence des ouvriers qualifiés chinois, des ingénieurs ou encore des médecins n'est pas remise en question, en revanche, l'incursion des petits commerçants chinois sur des segments de marché occupés initialement par les nationaux déconcerte et est vécue comme une concurrence déloyale. C'est ainsi que les marchands camerounais ont mal accepté que les Chinois se mettent à vendre dans les rues populaires de Douala, des beignets-haricots, cette friandise traditionnelle, à des tarifs meilleurs marchés que les colporteurs locaux. À Kinshasa également, les vendeuses de haricots ont envoyé une délégation auprès du bourgmestre pour dénoncer le récent redéploiement des commerçants de RPC sur le créneau même du détail¹⁹. À Dakar aussi, les commerçants sénégalais s'offusquent de l'intrusion chinoise dans le domaine de l'économie informelle et appellent leur gouvernement à prendre des mesures protectionnistes.

Cette stigmatisation interpelle les observateurs sur le sens que le continent africain, terre d'émigrations, habitué au cours des dernières décennies à accueillir des migrants riches, ressortissants des pays du Nord, peut donner à l'hospitalité dès lors que les nouveaux arrivants s'accaparent des créneaux occupés par les nationaux les plus pauvres ou les plus débrouillards. Y aurait-il du point de vue de la société africaine des bons et des mauvais migrants chinois ? Dans quelle mesure, cette présence chinoise sur le continent africain conduira-t-elle les autorités à mettre en place de véritables politiques migratoires permettant de mieux capitaliser les compétences qui accompagnent les mouvements de population et d'empêcher l'évasion des capitaux tout en veillant à ce que l'entrepreneuriat local puisse continuer à se développer. Les propos sinophobes distillés par les syndicats de commerce ne relèvent-ils pas, en définitive, d'un faux débat ? D'une part, les consommateurs africains semblent plutôt satisfaits de cette nouvelle offre qui leur permet d'accéder à faibles prix aux produits de la mondialisation. D'autre part, les commerçants mécontents aujourd'hui sont, pour partie, ceux qui hier allaient acheter ces mêmes articles à HongKong, Guangzhou ou Beijing pour les revendre à leurs compatriotes à des prix prohibitifs.

18 Entretien à Bamako en mai 2007.

19 PANA, 4 Novembre 2008.

Résistance des commerçants nationaux

Dans un contexte d'ouverture des marchés africains à l'économie mondiale, un peu partout sur le continent noir, l'implication des ressortissants de RPC dans le commerce de détail et de gros suscite donc des débats animés au sein de la société civile. Les commerçants sénégalais, qui ces dernières années ont largement profité d'un contexte politique favorable pour consolider leur position dans l'économie nationale, entendent bien conserver les avantages acquis et organisent leur défense sous couvert de l'Union nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal (UNACOIS). Accusant leurs confrères chinois de ne pas respecter les législations douanière et fiscale en vigueur, ils ont saisi la commission nationale de la concurrence²⁰ puis ont organisé, en août 2004, une journée « ville morte » à Dakar, estimant leur gouvernement insuffisamment réactif et trop ambigu dans ses réponses. À Lomé, les revendeurs et revendeuses de tissus dentelle qui se sentaient également menacés par l'arrivée de concurrents chinois sur leur créneau étroit ont créé un syndicat en août 2006 dans la perspective de mieux défendre leurs intérêts et d'obtenir une uniformisation des prix de vente sur le marché togolais ainsi qu'une révision de la réglementation des importations²¹. La polémique porte à la fois sur les prix des marchandises et sur la pratique de ruses commerciales considérées comme peu orthodoxes. On suppose que les marchands chinois bénéficieraient de contacts privilégiés et d'arrangements particuliers à la fois avec les industriels et les transitaires à l'occasion de leurs déplacements dans leur pays d'origine ; ils seraient ainsi en mesure de proposer des produits à des tarifs très compétitifs (prix d'usine) auxquels ne peuvent prétendre les Africains qui vont chercher eux-mêmes la marchandise en Asie ou dans le comptoir de Dubaï. On soupçonne également les ressortissants de la RPC de produire de fausses déclarations ou encore de revendre aux prix de pièces détachées des produits finis, en partie déjà remontés. On les accuse de livrer tardivement les commandes passées par les Africains pour écouler en priorité leurs propres containers desquels sortiraient les mêmes marchandises de contrefaçon. Enfin, à cours d'arguments, on met en avant la mauvaise qualité des produits chinois ou leur dangerosité alors qu'on les écoule soi-même sans hésitation aucune sur le marché africain.

En Afrique centrale, où le commerce de détail a été largement investi par les ressortissants de l'Afrique de l'Ouest, la problématique se pose différemment. Eux-mêmes étrangers, les Maliens, Sénégalais ou Guinéens qui revendent des produits chinois aussi bien en Côte d'Ivoire, au Congo, en Angola qu'au Gabon et dont les prérogatives ont déjà été remises en question par les nationaux par temps de crise exacerbée (Sindjoun, 2004), ne peuvent procéder aux mêmes types de regroupement pour défendre leurs parts de marché et restent discrets.

20 Structure de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Dakar.

21 *Le Regard* du 14 août 2006.

Les consommateurs s'organisent

Une première au Sénégal : face à la fronde menée par l'UNACOIS à Dakar, l'association des consommateurs (ASCOSEN), appuyée par des associations de défense des droits de l'homme (RADDHO) et la Confédération des syndicats autonomes a organisé une marche de protestation²², prenant faits et causes pour les marchands chinois. Les organisateurs dénoncent l'hypocrisie des commerçants sénégalais qui se seraient enrichis en important les mêmes produits mais en les revendant trois à cinq fois plus cher. Si les opérateurs chinois bénéficient de certaines faveurs dans les usines et ports asiatiques, les importateurs africains font également jouer leurs réseaux et connaissances une fois au pays pour traiter avec les services douaniers. Paradoxalement aujourd'hui, les consommateurs africains font société non pas pour obtenir une représentation politique démocratique mais plutôt pour affirmer leur droit à consommer, à « consumer », à « s'acheter une vie » (Bauman, 2008).

Les États africains amorcent des premières réglementations

Toujours au Sénégal, sous la pression des commerçants de l'UNACOIS, l'administration des douanes notamment opère dorénavant des contrôles plus systématiques sur les conteneurs en provenance de Chine comme elle a augmenté notablement les taxes sur les produits textiles et a modifié sa réglementation tarifaire. Ce nouveau dispositif contribue au ralentissement de l'expansion des échoppes chinoises à Dakar. On retrouve le même cas de figure au Maroc, où le renforcement des exigences à l'endroit des commerçants qui voulaient s'installer, a provoqué le départ des uns et conduit les autres à une plus grande mobilité entre les places marchandes. Dans la capitale malienne, un coût d'arrêt a également été donné au développement des hôtels-restaurants chinois avec la mise en place d'une législation plus stricte et la fermeture des établissements ne répondant pas aux nouvelles normes établies.

Outre un durcissement sur la circulation des marchandises, nombre d'États africains comme l'Algérie, le Maroc ou le Sénégal commencent à prendre des mesures visant à réglementer les conditions de séjour des ressortissants chinois dans leur pays ou, à tout le moins, multiplient les effets d'annonce sous la pression de leurs électeurs. Pendant que d'autres à l'inverse, à l'exemple du Cameroun, facilitent leurs conditions de résidence : des accords pris entre Yaoundé et Beijing prévoient, en effet, que les Chinois soient désormais les seuls étrangers à bénéficier d'un droit de séjour d'un an et demi au Cameroun sans contrat de travail²³. Le Sénégal, quant à lui, procède régulièrement à des suspensions dans l'attribution des visas aux ressortissants chinois. Le président A. Wade s'est limité, pour l'instant, à des déclarations d'intention où perce clairement la menace sans qu'une véritable politique migratoire soit envisagée. À la veille de sa participation au sommet Chine-Afrique à Beijing, en novembre 2006, tout juste un an après le rétablissement des relations diplomatiques avec Pékin, il déclarait à

22 « Sénégal : pour ou contre les commerçants chinois », 13 août 2004, Afrik.com.

23 La lettre du continent n°512, 22 février 2007.

l'agence Xinhua : « *C'est en toute connaissance de cause que le gouvernement a accepté les commerçants chinois qui détenaient des titres de séjour légaux et des autorisations d'exercer le commerce... Il est évident que si le nombre de Chinois devait augmenter sensiblement pour ce grand pays qui compte un milliard 300 millions d'habitants, cela poserait problème... Tout est donc dans le sens de la mesure et dans la maîtrise de flux que nous déclenchons* ». Ces procédures ambiguës ont conduit, d'une part, au développement d'un marché noir des visas et, d'autre part, amené les autorités chinoises à revendiquer la protection consulaire comme un volet de plus en plus important de leurs affaires diplomatiques²⁴.

Alors que la diaspora chinoise étend ses activités jusqu'en Afrique, dans le même temps mais dans des effectifs en rien comparables²⁵, des entrepreneurs migrants africains intègrent la RPC dans leur dispositif articulant déjà les places marchandes de Dubaï, Jakarta, Kuala Lumpur, Bangkok et HongKong. Il s'agira ici d'apprécier les modalités d'élaboration du comptoir africain en Asie.

LA RECONFIGURATION DU COMPTOIR AFRICAIN EN CHINE

Le comptoir africain : entre l'*emporion* et le *zongo* ?

Le comptoir africain serait en quelque sorte une combinaison entre le comptoir grec et le *zongo* (Agier, 1983). Ces deux organisations, qui se fondent sur une entente entre producteurs et vendeurs, ont été créées à l'initiative ou à l'attention de l'étranger. Etabli par le colon, l'*emporion* se structure autour d'un port ; il peut fonctionner en enclave étrangère comme il peut se construire en étroite collaboration avec l'arrière-pays (Tarrius, 1995). L'objectif principal consiste à écouler les marchandises produites sur la terre investie et à les faire circuler entre comptoirs. Le *zongo*, quant à lui, s'est structuré dans certaines villes d'Afrique subsaharienne (Togo, Bénin, Ghana, Nigeria) pour accueillir temporairement les commerçants étrangers musulmans exerçant sur

24 *Le Quotidien du Peuple*, 7 septembre 2007.

25 Il n'existe pas de recensement des communautés africaines en RPC ; seulement des estimations hétéroclites. Selon un rapport du «Border Administration Office de Guangzhou», il y avait en 2007 environ 500 000 visiteurs étrangers en transit dans la capitale du Guangdong pour 15 000 étrangers résidant dans la ville. Selon des chercheurs, on compterait un peu plus de 1 000 traders africains installés à Guangzhou pour près de 32 000 visiteurs africains recensés dans les hôtels et restaurants de la ville (Li, Xue, Lyons, Brown, 2007). Selon des sources journalistiques, il y aurait plus de 120 000 Africains vivant en permanence à Guangzhou (Échos du 13 août 2008). Dans nos propres enquêtes, compte tenu de l'augmentation récente de la migration clandestine mais aussi des départs liés au renforcement des contrôles policiers et enfin de la porosité des statuts des migrants, il s'avère très difficile de procéder à des recensements fiables. Au regard des informations obtenues auprès des responsables des associations africaines à Guangzhou, il y aurait eu en 2008 un peu moins de 20 000 ressortissants de l'Afrique subsaharienne installés dans la ville.

longue distance et atténuer le choc des cultures (Cohen, 1969). Initialement aire de repos des marchands itinérants, le *zongo* devient par extension le quartier réservé aux étrangers et situé en marge de la ville, accueillant progressivement aussi bien des artisans, des ouvriers que des commerçants. À l'image du *zongo*, le comptoir africain ne peut être considéré comme une enclave marchande dès lors où il est fréquenté par une population de plus en plus hétérogène intégrant des nationaux.

Pour faire dispositif, le comptoir africain combine et articule plusieurs places marchandes au gré des impératifs politiques et économiques. Pour fonctionner, le comptoir africain en Asie nécessite deux groupes d'acteurs, des commerçants établis dans le pays d'accueil et des revendeurs circulant entre les places marchandes. Les premiers rabattent sur les places marchandes les produits fabriqués ou transformés dans les régions économiques voisines à destination des seconds, lesquels approvisionnent à leur tour une clientèle implantée sur d'autres continents. Au delà de leur hétérogénéité sociale, culturelle et géographique, ces commerçants partagent les mêmes valeurs, un même système de confiance fondé sur l'oralité dans les transactions. Le comptoir africain suppose également que les commerçants sédentaires, véritables têtes de pont de la migration subsaharienne, négocient leur installation auprès de la société locale, jouent des différentes législations locales, régionales, nationales et internationales et s'adaptent aux conditions d'hospitalité qui leur sont offertes. Ils ont pour point commun d'être capables d'entrer rapidement en relation avec l'autre, même très différent.

Des places marchandes connectées entre elles

Deux logiques économiques semblent avoir présidé à la constitution du comptoir africain en Chine bien que progressivement elles se sont fondues pour ne former qu'un même dispositif. Tout d'abord, ce sont les marchandises — ici les pierres précieuses — qui sont à l'origine, au milieu des années 1980, de la construction d'un réseau marchand entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie. Elles ont permis aux commerçants africains, essentiellement maliens, de prendre place dans des villes asiatiques et, à partir de ces postes, de prospecter de nouveaux marchés. C'est ainsi que, s'appuyant sur un négoce de l'or et des pierres précieuses déployé entre la République centrafricaine, Bruxelles et Bangkok, un ressortissant malien s'est donné les moyens d'étendre et de renouveler ses activités. Non seulement, il explore d'autres pays d'Asie (Indonésie et HongKong) mais aussi, il prend pied dans l'importation de bois et fruits africains et l'exportation de vêtements vers l'Afrique centrale. Alors que la situation se dégrade en Asie du Sud-Est, il est le premier à installer un bureau à Guangzhou en 2000 et à exporter essentiellement vers l'Afrique des marchandises chinoises en tous genres. Contemporaine, l'autre logique repérée a conduit les commerçants africains qui se déplaçaient jusqu'alors du continent noir vers Dubaï, plate-forme mondiale de réexportation des produits chinois, à remonter la filière jusqu'à la source, dans les zones économiques spéciales de RPC. Les premiers à se déplacer jusqu'aux lieux de production pour réduire les coûts en limitant au maximum les charges intermédiaires sont Nigériens.

Les commerçants africains circulent d'une place marchande à l'autre, en fonction des avantages comparatifs qu'ils y rencontrent — infrastructures portuaires et aéroportuaires d'envergure, équipement hôtelier adapté, connexion à un tissu d'entreprises performantes dans l'arrière-pays —, composant à leur façon de nouveaux réseaux de villes. À Bangkok où l'industrie connaît un plein essor à la fin des années 1980 (Gemdev, 1997), ils visitent les usines locales pour y faire fabriquer des produits cosmétiques et textiles à destination des marchés africains. À Jakarta, ils s'approvisionnent en tissus synthétiques jusqu'à ce que les actes xénophobes perpétrés à l'encontre des étrangers en 1998, par temps de crise économique et monétaire remettent en question leur présence (Izraelewicz, 2005). C'est alors qu'ils décident de prospecter de nouveaux marchés à partir de la métropole de HongKong qui vient tout juste d'intégrer la RPC. Équipée d'infrastructures de transport très modernes, cette grande place financière asiatique a rapidement joué le rôle de porte d'entrée vers la RPC pour les entrepreneurs africains, démarchant les usines de la zone économique spéciale (ZES²⁶) de Shenzhen. Par la voie ferrée, ils rejoignent Guangzhou qui, bien que ne disposant pas de débouchés portuaires aussi performants que HongKong (Gipouloux, 2006), offre dans plus de 900 marchés de gros des produits à la fois très bon marché et de qualité médiocre. Alors que la situation se durcit une nouvelle fois pour les étrangers, ils sont quelques-uns à reprendre la route vers le nord-est, en direction de Yiwu, considéré aujourd'hui comme le plus grand centre d'exportation de marchandises de consommation courante au monde. Composé d'une succession de marchés de gros, il s'étend sur une surface d'environ un million de mètres carrés. D'autres encore se replient sur Bangkok ou HongKong, montrant à quel point l'espace des marchands est à géométrie variable et s'adapte à la conjoncture.

En aval sur le continent noir, le comptoir suppose la présence d'avant-postes — Lomé au Togo et Nairobi au Kenya — à partir desquels la marchandise sous douane, fabriquée dans les usines asiatiques à destination d'une clientèle essentiellement africaine, peut être écoulée jusque dans les zones les plus excentrées.

Des traders et des circulants

Ce dispositif marchand rassemble deux types d'acteurs : les *traders* et les commerçants circulants. Traditionnellement, le terme anglais « trader » désigne un opérateur de marché qui spéculé en bourse sur une grande échelle, qui suit en temps réel l'évolution des marchés internationaux, saisissant les opportunités, anticipant les tendances. Le trader exerce son activité dans les salles de marchés des institutions bancaires ou boursières. Ici, ce sont les commerçants eux-mêmes qui s'auto-désignent traders. Dans ce contexte, ce terme est à prendre dans un sens plus large (*trade*) ; il désigne un opérateur commercial, qui vend en gros à l'échelle internationale des marchandises fabriquées en Chine et qui s'adapte en permanence à la demande du consommateur. Le trader crée son bureau ou société de *trading* pour négocier

26 Quatre zones spéciales (Shenzhen, Zhu Hai, Shantou et Xiamen) ont été ouvertes en 1980 au sud de la Chine (Sanjuan, 2007).

directement avec les usines chinoises. Assurant l'interface entre les fournisseurs et les revendeurs, il propose une palette élargie de prestations (transit, dédouanement, interprétariat, NTIC) à ses clients comme il implante des relais en Afrique pour ceux qui ne peuvent se déplacer en Asie. Par ailleurs, l'autre acteur — le commerçant circulant — se caractérise par ses déplacements incessants entre l'Afrique et l'Asie. Tantôt il est rebaptisé navetteur, fourmi, commerçant à la valise, visiteur, sans que ces termes ne présagent pour autant des quantités transportées. Dans la formule du comptoir africain, c'est l'ancrage des traders, en des lieux stratégiques, négocié avec la société d'accueil qui permet la circulation mais aussi l'installation provisoire des visiteurs. Un ressortissant béninois, rencontré à HongKong dans le bureau d'un trader malien expliquait que le fait de se déplacer en Chine, six fois par an, ne l'empêchait pas de se rendre régulièrement aussi à Bangkok pour s'approvisionner en tissus et copies de wax. Des anciens circulants se reconvertissent en traders après quelques années d'activité comme à l'inverse, des traders préférant limiter les charges fixes, se relancent dans le commerce itinérant. Porosité et pluralité des statuts caractérisent les migrants africains dans le comptoir chinois.

Plusieurs générations cohabitent : les plus vieux, ressortissants du Mali et de la Guinée, souvent autodidactes et polyglottes, ont fait carrière dans le commerce depuis leur plus jeune âge, multipliant les haltes migratoires partout dans le monde. Provenant aussi bien de l'Afrique forestière que de l'Afrique sahélienne, les plus jeunes ont majoritairement suivi des études supérieures en dehors de leur pays, avant de se lancer dans le négoce international. Un ressortissant du Ghana, qui a opté pour un cursus de journalisme en Grande Bretagne puis en Hollande, a préféré pour des raisons politiques se réorienter dans l'activité commerciale après avoir exercé, quelque temps seulement, dans son pays. Un autre trader guinéen, quant à lui, a engagé un cursus supérieur en informatique à New York. En raison de l'insécurité économique et politique régnant dans son pays d'origine, il est resté aux États-Unis pour créer une société d'exportation de matériel informatique et ensuite démarcher des usines de production en RPC. D'autres encore, ressortissants respectivement de la République Démocratique du Congo et du Niger, se sont lancés dans le *trading*, valorisant le premier son *master* d'économie, le second utilisant son diplôme de vétérinaire pour commercialiser des produits et du matériel pour le soin des animaux. Tout récemment, les femmes ont pris place dans cette économie du comptoir. Installées aussi bien à Paris, Bordeaux, Naples, Las Palmas, qu'à Bamako, Conakry, Abidjan, Cotonou ou encore à Lusaka, Dar-es-Salaam, on les retrouve aujourd'hui circulant entre Dubaï, Bangkok, HongKong et Guangzhou. Célibataires, mariées ou retraitées, diplômées ou non, les commerçantes africaines négocient auprès des traders aussi bien des vêtements, des bijoux que des matériaux de construction.

Cette dynamique commerciale florissante a également généré ces dernières années le maintien ou l'arrivée dans les places asiatiques de deux nouvelles catégories de migrants qui, par leurs conduites dérangent les communautés déjà insérées. La première est composée d'étudiants qui, ayant échoué leur cursus universitaire amorcé en RPC, entrevoit dans l'interprétariat ou le négoce des voies de sorties ; la seconde rassemble des individus qui s'aventurent en l'Asie dans la perspective de rejoindre l'Europe ou les États-Unis. Les uns tablent sur leurs compétences linguistiques ou

sportives, les autres surnommés *feyemen* — en référence aux trafics déployés par les Camerounais dans leur pays d'origine — usent de la ruse et de l'escroquerie pour tirer partie de leur présence temporaire sur le sol chinois dans l'attente d'un hypothétique départ vers l'Occident. Ceux qui ne concrétisent par leur projet, stationnent, errent dans les espaces publics, rendant saillantes leurs différences.

Des infrastructures locales offrant les conditions de l'hospitalité

Pour se déployer, le comptoir africain a besoin que les conditions d'accueil soient aussi réunies à l'échelle locale. C'est ainsi que dans le quartier touristique de *Sukhumvit*, à Bangkok, tous les commerçants africains se retrouvent dans quelques rues pour y négocier et s'y rencontrer. Il y a ceux qui viennent écouler leurs pierres précieuses pendant que d'autres s'approvisionnent dans les marchés de la capitale thaïlandaise ou passent commande auprès des traders. Les mêmes ou d'autres, selon le moment de la journée, viennent se détendre dans les cafés, restaurants, hôtels du quartier qu'ils transforment en « QG » africain. Café internet, agences de voyage, transitaires, sont autant de services installés à *Sukhumvit*, à l'arrière des hautes tours de 30 étages qui viennent compléter le dispositif d'accueil. Selon le même état d'esprit, les commerçants africains ont investi à Kowloon (HongKong) les *Chungking Mansions*, ces immeubles de 17 étages, îlot dégradé dans un quartier commerçant de renom où se vendent essentiellement des produits de luxe. Plusieurs centaines de commerçants en provenance de toute l'Afrique subsaharienne fréquentent chaque semaine au côté d'opérateurs arabes cette « tour de Babel » (Bodomo, 2007), offrant des antennes d'import-export, des bureaux de change, de téléphonie, des agences de voyage mais aussi des hôtels appelés *guesthouses* à destination des routards et des commerçants itinérants ou enfin des restaurants communautaires essentiellement indiens. Du côté de Guangzhou, bien que le *Tianxiu Building* situé au cœur du quartier *Xiao Beilu* ait été récemment rebaptisé « tour africaine » quelques années après avoir porté le nom de *Yemen Building* (Gaborit, 2007), il n'est pas le seul à accueillir les marchands subsahariens. Craignant la constitution d'une enclave ethnique à mesure de l'afflux de nouveaux traders, les autorités locales ont pris des mesures visant à leur dispersion dans la ville. Le taux d'occupation du *Tianxiu Building*, cet immeuble moderne de 35 étages, premier site d'installation pour les opérateurs africains a régressé au profit des tours voisines, le long de la *Huanshi Middle Road*, grande artère située au nord-ouest de la ville, à proximité de la gare ferroviaire centrale et de la célèbre foire de Canton. Si les *showrooms* et bureaux sont regroupés aux étages supérieurs des tours, les services de fret et de dédouanement et les cybercafés se situent au rez-de-chaussée ou dans les rues adjacentes, au même endroit que les hôtels et restaurants et les nouveaux centres commerciaux destinés à la clientèle africaine de passage. Contrairement à Bangkok et HongKong, à Guangzhou, les nationaux commencent à investir les lieux du commerce africain et à s'imposer comme intermédiaires, représentant directement les usines chinoises auprès des visiteurs.

Quel est l'avenir du comptoir africain en RPC sachant que les marges de manœuvre des commerçants se réduisent au fur et à mesure de l'entrée en compétition des Chinois sur ces créneaux, des pressions immobilières accrues localement et du

durcissement des politiques migratoires. La dynamique de renouvellement urbain qui se propage dans les grandes métropoles asiatiques ne peut à terme que compromettre le maintien des Africains dans les quartiers ciblés. À HongKong, la démolition des *Chungking Mansions* est programmée ; à Bangkok, le quartier *Sukhumvit* est encerclé par les grands projets immobiliers. À Guangzhou, la construction d'une nouvelle station de métro au pied du *Tanxiu Building* laisse présager une densification accrue de la zone et notamment la rénovation de la partie ancienne actuellement occupée par des petits hôtels et restaurants. D'autre part, au prétexte des Jeux olympiques de Pékin, les autorités ont révisé leur politique de visas conduisant près de la moitié des ressortissants d'Afrique subsaharienne installés à Guangzhou à quitter la ville.

CHINOIS EN AFRIQUE, AFRICAINS EN CHINE : PARCOURS ENTRECROISÉS OU DESTINÉES COMMUNES ?

Les media présentent la migration des commerçants chinois en Afrique comme ayant précédé le déplacement des Africains en Chine. Or les Africains n'ont pas attendu l'arrivée des Chinois pour aller s'approvisionner en Chine. En revanche, l'arrivée des Chinois en terre africaine a incité, d'une part, les commerçants déjà en place à mieux organiser leur défense et, d'autre part, nombre d'Africains, des femmes comme des hommes, diplômés ou non, au chômage ou engagés dans d'autres activités, à se lancer dans le commerce avec la Chine.

Un lien aérien renforcé entre les deux continents

Si les marchands africains ont d'abord composé avec l'offre aérienne existante, les compagnies de transport se sont par la suite adaptées à la mise en place de nouvelles filières initiées par la Chine en direction du continent africain, participant ainsi indirectement aux reconfigurations des parcours migratoires africains. Dans un premier temps, au regard de l'offre existante, les négociants africains étaient contraints de passer par Paris via Air France pour rejoindre la Chine. Dans une deuxième phase, ils ont bénéficié de la révision des politiques de desserte initiées par les compagnies africaines pour atteindre directement le continent asiatique. La compagnie *Ethiopian Airlines* a été la première à ouvrir en 2004 des lignes Addis-Abeba-Canton et Bangkok-Canton, suivie l'année suivante par la *Kenyan Airlines*. Nairobi est devenue, en quelques années, un point d'éclatement et de jonction des différentes destinations dans le monde. Véritable *hub* pour les marchands africains désireux de se rendre en Chine à l'instar de l'aéroport de Bole à Addis-Abeba, Nairobi accueille aujourd'hui une population africaine croissante, en transit. Tout récemment, la compagnie nationale zimbabwéenne a aussi mis en place une liaison directe avec la Chine. Dans un troisième temps enfin, c'est au tour des compagnies chinoises d'investir dans les destinations africaines. C'est ainsi que la compagnie *China Southern Airlines* a lancé à la fin 2006 le premier vol régulier reliant Beijing à Lagos vis Dubai²⁷. Deux arguments

27 Implantée dans 43 pays, la China Southern Airlines est la 9^{ème} compagnie aérienne dans le monde. La fréquence sur Lagos est de trois vols par semaine.

ont été mis en avant pour justifier cette opération : d'une part faciliter les voyages de 5 000 ouvriers et ingénieurs chinois engagés dans la construction du chemin de fer au Nigeria²⁸ et d'autre part, contribuer au développement du tourisme et du commerce avec l'Afrique. Les commerçants chinois qui multiplient les va-et-vient entre l'Afrique et la Chine à la fois pour des raisons professionnelles et familiales, ont ainsi pu profiter de cette nouvelle offre aérienne plus souple.

Le poids de la rumeur

Si la communication entre les Chinois d'Afrique et les Africains de Chine s'avère assez limitée, ils sont cependant quelques-uns à nous avoir expliqué — Chinois comme Africains — comment leur envie « d'aller voir chez l'autre » était née de discussions informelles avec l'Autre, étranger. Une Chinoise de Guangzhou s'est décidée à tenter sa chance du côté de Dakar après avoir échangé avec un groupe de Sénégalais installés dans le Tianxiu Building, dans la capitale du Guangdong. Une autre encore avait entendu dire par des collègues fréquentant des Africains à Beijing qu'il y avait besoin de médecins en Afrique et elle est partie tester ses compétences à Libreville. Et la réciproque se vérifie, un Dakarois s'étant lié d'amitié avec un jeune de Beijing autour de la pratique d'un sport commun a souhaité se lancer dans l'aventure chinoise. Un Ivoirien nous raconte aussi comment une fois à Guangzhou, alors qu'il multipliait les petits boulots et servait de guide aux Africains qui venaient faire du commerce, les accompagnant d'une ville à l'autre, il a pu progressivement se mettre à son compte, appuyé dans sa démarche par une Cantonaise qui l'a aidé à recruter une employée aussi chinoise.

Un marché du travail qui se recompose

L'introduction massive de produits chinois sur les marchés africains provoque une réorganisation d'un certain nombre de filières économiques. L'industrie textile notamment est en totale déliquescence. Les usines licencient, ferment les unes après les autres ; leurs dirigeants ne pouvant résister à l'affluence de tissus de contrefaçon vendus très bon marché en dépit des politiques protectionnistes mises en œuvre par certains États africains. Par ailleurs, l'artisanat africain est mis à mal. Les cordonniers, les maroquiniers, les bijoutiers et les tailleurs sont condamnés à se recycler ou à s'orienter, quand la clientèle existe, vers la fabrication de produits de luxe. À l'inverse, l'arrivée des commerçants chinois s'accompagne d'une création d'emplois (vendeurs-interprètes, transporteurs) et d'activités certes mal rémunérées (colportage) mais assurant la survie de catégories économiquement fragilisées.

En RPC, si la présence africaine très limitée ne peut conduire à une mutation des marchés du travail, néanmoins le recrutement d'un personnel chinois par des entreprises africaines introduit une comparaison des conditions de travail. Les traders

28 Le Nigeria constitue le 3^{ème} marché africain des exportations chinoises.

africains de Guangzhou rémunèrent leurs employés chinois deux à trois fois plus que ceux travaillant dans les entreprises nationales ; cette pratique aurait généré des mesures de la part de l'administration chinoise, laquelle craint des revendications salariales dans un contexte local marqué par une recrudescence des troubles sociaux.

Par ailleurs, il semblerait qu'un nombre croissant de techniciens et d'ouvriers chinois recrutés dans les entreprises d'État du bâtiment et des travaux publics pour travailler sur le continent africain ne rentrent pas au terme de leurs contrats. Les premiers ouvrent notamment à Bamako des entreprises de sous-traitance dans le BTP et les seconds se réorientent localement dans le petit commerce (Chaponnière, 2008). Nos propres travaux n'ont pas permis cependant de vérifier totalement cette reconversion bien que la présence de l'entreprise Hénan China²⁹ sur le sol sénégalais ait certainement à voir avec la forte colonie du Hénan installée à Dakar. Non seulement quelques anciens ouvriers ont ouvert des échoppes mais surtout, ils ont profité de leur situation pour faire venir des membres de leur parentèle ou de leur village. Cette stratégie a également été identifiée en Mauritanie et au Cap-Vert et elle a permis à certains cadres de jouer le rôle d'intermédiaire entre les candidats à l'immigration et les autorités locales pour l'obtention de permis de résidence (Gaborit, 2007 ; Haugen et Carling, 2005). D'autres glissements ont été repérés entre une activité initiale envisagée dans le cadre d'une coopération bilatérale et une activité indépendante exercée pour prolonger le séjour africain. C'est ainsi que sous couvert d'une campagne de vaccination, des infirmiers chinois se sont convertis en vendeurs de produits plastiques dans plusieurs villes d'Afrique de l'Ouest. Enfin, des installations durables dans l'industrie peuvent déboucher sur de nouveaux investissements dans le commerce. Pour exemple cet opérateur de Shanghai installé depuis dix ans dans la zone industrielle de Ouagadougou, qui a négocié auprès des autorités locales, la construction d'un grand hôtel-restaurant dans la capitale, confiant la mise en œuvre à un associé togolais et la gestion quotidienne à sa jeune femme chinoise arrivée tout juste du Bénin.

Accroître sa mobilité spatiale

Les nouvelles réglementations prises à l'endroit des étrangers en situation migratoire aussi bien sur le continent africain qu'en Chine provoquent une circulation accrue des commerçants entre différents lieux et induit une montée de leur précarité. Les traders africains installés à Guangzhou ont été nombreux à se replier sur Bangkok ou à faire rentrer leurs familles au pays à la suite des nouveaux dispositifs pris concernant les visas. De la même manière, les contrôles répétés, orchestrés notamment par les autorités marocaines ont contraint une partie des commerçants chinois, qui avaient monté des affaires à Casablanca, à reprendre la route. Tout comme les nouvelles dispositions réglementant le fonctionnement des « bars chinois » à Bamako

29 Cette société chinoise est restée sur le territoire sénégalais alors même que les relations diplomatiques avaient été rompues entre les deux pays et que le Sénégal entretenait des relations avec les autorités de Taïpeh.

ont provoqué la fermeture d'un certain nombre d'établissements ainsi que le départ de leurs gérants. Ces mécanismes sont bien connus des spécialistes de la migration : au gré du durcissement des conditions d'entrée et de séjour dans les pays d'accueil, les migrants érigent alors la mobilité spatiale en tactique, minimisant ainsi les risques de contrôle et d'exclusion.

Autre point commun entre migrants africains et chinois : une même volonté pour une minorité d'entre eux de vouloir rejoindre l'Europe par tous les moyens, continent où le niveau de rémunération permet d'accumuler des revenus plus rapidement qu'ailleurs. Et ce sont donc les difficultés croissantes rencontrées pour atteindre la forteresse européenne qui conduisent les premiers à transiter en RPC et les seconds à faire escale en Afrique. Dit autrement, l'implantation provisoire sur le continent de l'Autre serait une destination par défaut et relèverait de la migration de transit. C'est ainsi que des « fils à papa » congolais comme des étudiants burundais se sont retrouvés en situation d'errance en 2007 à Guangzhou parce que les filières, dont ils avaient entendu parler dans leurs pays d'origine pour gagner l'Europe ou le Canada, venaient d'être démantelées en Chine. De son côté, T. Vircoulon signale que les Chinois d'Afrique du Sud issus de la dernière vague migratoire utilisent la nation arc-en-ciel comme tremplin pour atteindre l'Europe ou les Etats-Unis.

Investir des créneaux précaires et dangereux

En Chine comme en Afrique, les derniers arrivés doivent faire face à la saturation du marché de l'emploi. Les créneaux qu'il leur reste sont alors très limités et ils se retrouvent à exercer les activités les plus précaires ou les plus dangereuses et les moins légales. T. Vircoulon notamment signale que la troisième vague migratoire de Chinois en Afrique du Sud, qui fait l'unanimité contre elle dans la communauté chinoise anciennement ancrée, est composée en grande partie de migrants illégaux, très exposés à l'insécurité, impliqués dans le petit commerce mais aussi dans les réseaux de prostitution. Un peu partout en Afrique, on observe la présence croissante de vendeurs de rue. Au Cameroun, les derniers colporteurs arrivés, qui ont investi les quartiers les plus dangereux de Douala, ne sont pas à l'abri des agressions. Au Cap-Vert, les conditions de travail des employés chinois recrutés récemment par leurs confrères ou parents se dégradent à mesure que la concurrence s'exacerbe. Ils mettent de plus en plus de temps à s'élever au rang d'employeurs. Et réciproquement, à Guangzhou, nouvellement insérés sur un marché fortement encombré, les Congolais parviennent difficilement à jouer l'interface entre les usines chinoises et les voyageurs africains. Ce créneau, qui était déjà largement occupé par les Africains en attente de l'ouverture d'un bureau, est contrôlé, progressivement, par des intermédiaires chinois. Les ressortissants de RDC deviennent alors de plus en plus dépendants des mandats que leurs parents restés au pays veulent bien leur adresser quand ils ne s'essaient pas à la vente de musique africaine piratée. La concurrence exacerbée entre compatriotes provoque une sortie par le bas des migrants disposant d'un capital social et économique le plus restreint de sorte que le colportage n'est plus, comme pour les aînés, le point de départ d'une possible association sociale mais devient une valeur refuge.

Se positionner comme intermédiaire

De manière plus générale, les migrants sont obligés de développer de nouveaux créneaux professionnels et trouvent dans la médiation un nouveau souffle. En Chine, les Africains ont été nombreux dans un premier temps à mettre les fournisseurs et les visiteurs en contact renouant avec la figure historique du *njaatigue* (hôte en langue bambara). Ce logeur se porte garant auprès des administrations des négociants qu'il héberge et prend parfois en charge la comptabilité des uns ou la traduction pour les autres. Aujourd'hui, c'est sur le continent noir que nombre d'Africains ayant fait des études de langue chinoise trouvent une nouvelle légitimité dès lors qu'ils sont sollicités par des entreprises chinoises pour assurer le rôle d'interprète. Des étudiants maliens rentrés de Beijing ont aidé des colporteuses chinoises à prendre contact avec les populations de Sikasso il y a déjà une dizaine d'années. À présent, c'est au tour de cadres ou de diplomates maliens ayant suivi un cursus universitaire en RPC d'intervenir comme consultants auprès de sociétés de la place bamakoise traitant avec la Chine. D'autre part, en lien avec le durcissement des politiques migratoires, aussi bien en RPC que sur le continent africain, de nouveaux métiers émergent qui ont pour objectifs de contourner la loi et qui relèvent aussi de la médiation. Jouant sur l'autonomie des régions, des Chinois partent négocier dans les provinces les moins favorisées par le développement économique des permis de résidence ainsi que des visas pour des négociants africains. Autre créneau, la négociation des loyers auprès des propriétaires récalcitrants ou trop gourmands : « *les étrangers ne peuvent pas résider où ils veulent ; ils sont obligés d'aller dans les endroits plus chers. Si tu veux louer, tu te présentes pas, tu envoies un Chinois pour toi pour obtenir un bon prix* »³⁰. En Afrique aussi, et pour les mêmes raisons, les intermédiaires africains se multiplient, se rebaptisant pompeusement « conseillers consulaires » alors qu'ils organisent le marché noir des visas notamment du côté de Dakar où, à certaines périodes, les Chinois peinent à entrer légalement sur le territoire sénégalais. Cette figure n'est pas sans rappeler celle des *Middleman Minorities*, ces intermédiaires implantés dans un pays étranger qui profitent de leurs réseaux transnationaux et de leurs compétences relationnelles pour se positionner sur le registre de la négociation, facilitant les liens entre acheteurs et vendeurs (Bonacich, 1973).

CONCLUSION

Essor des bazars chinois, fin ou recomposition du comptoir africain : quel avenir envisager pour ces formes marchandes impulsées par les migrants alors que les turbulences mondiales sont en train de transformer « le ralentissement cyclique de l'économie chinoise en un atterrissage brutal »³¹ ? Avant même la récession économique planétaire, les autorités chinoises encourageaient l'émigration de leurs ressortissants, ayant assoupli notablement les dispositifs réglementaires. La fermeture

30 Entretien à Guangzhou du 16 juillet 2008.

31 F. Lemoine, « Économie chinoise : la fin du grand bond en avant », *Le Monde* du 18 décembre 2008.

récente d'usines travaillant pour l'export dans les régions côtières de la Chine du Sud (Shenzhen, Dongguan, Huizhou, Guangzhou) a provoqué notamment au cours des mois de septembre et octobre 2008, le retour de plus de 300 000 travailleurs migrants vers la province du Hubei (extraits du Chutian Dushibao). Le marasme économique enregistré dans les villes des deltas de la rivière des Perles et du Yangtsé s'étend aujourd'hui à la région de Shanghai (Shaoxing). On peut penser que ces licenciements massifs vont pousser les migrants urbains à reconsidérer leur avenir et envisager une migration internationale à l'instar de leurs compatriotes, ces « nouveaux migrants chinois d'Asie du Sud-Est », originaires des provinces de l'intérieur, partis récemment vers le Cambodge, le Laos et le Vietnam³². Dans ce contexte, les migrations chinoises en direction de l'Afrique vont gagner en hétérogénéité et très certainement s'accélérer, générant à moyen terme une saturation du marché du travail et une concurrence accrue entre travailleurs chinois, déjà repérée dans un certain nombre de pays (Afrique du Sud, Cap-Vert, Cameroun, Sénégal). Disposant d'un capital économique et social limité, les plus pauvres n'ont pas d'autres solutions que de travailler pour leurs compatriotes établis, sur des créneaux les moins rémunérateurs, dans des lieux les plus périphériques et dans des conditions les plus précaires. Cette mise en tension freine assurément la structuration d'une communauté chinoise en Afrique tant recherchée par les autorités et peut, à l'inverse, alimenter des conflits qui fragiliseront les commerçants chinois dans leur ensemble et les inciteront à de nouvelles mobilités.

Quant au comptoir africain en Chine, de quelle latitude disposent ses animateurs pour le régénérer alors que le gouvernement de Pékin restreint non seulement sa politique d'accueil à l'endroit des étrangers mais empêche les traders subsahariens de procéder en Chine à l'importation de produits africains. Quelles stratégies peuvent-ils mobiliser sachant que les Chinois qui, ont déjà largement investis les bazars en Afrique, pénétrant aujourd'hui le comptoir africain à Guangzhou ? « *Le commerce ici, ça va pas marcher longtemps avec les Africains. Les Chinois sont plus forts. Les Africains partiront d'eux-mêmes. Ils ont compris nos activités ; ils vont prendre la clientèle des Africains. Et puis l'Afrique commence à être contrôlée. Le Chinois, il vend plus moins cher que vous au pays. Qu'est-ce qu'on peut faire ?* »³³. Seuls quelques-uns, parmi les plus nantis, entendent profiter de cette nouvelle configuration pour accélérer la préparation d'un retour au pays, procédant à la fois à des réinvestissements politiques et économiques. Mais pour rester concurrentielle, la majorité est condamnée à circuler davantage encore, explorant de nouvelles places marchandes (Inde et Vietnam) ou recyclant au gré de la conjoncture les premiers espaces investis (Dubai, Hong Kong, Thaïlande).

La valse des entrepreneurs-migrants a encore un bel avenir devant elle...

32 Cf. travaux de D. Tan, doctorante au CERI sur les nouvelles mobilités chinoises dans le nord du Laos.

33 Entretien Guangzhou, commerçant malien, juillet 2008.

Références bibliographiques

- AGIER Michel (1983) *Commerce et sociabilité. Les négociants soudanais du quartier zongo de Lomé (Togo)*, Paris, Orstom, 317 p.
- ALDEN Chris (2008) *China in Africa*, African Arguments, 157 p.
- BAUMAN Zigmund (2008) *S'acheter une vie*, J. Chambon, 201 p.
- BAUMAN Zigmund (2000) *Le coût humain de la mondialisation*, Hachette, 204 p.
- BELTRANE Joaquim, SAIZ Amelia (2007) Sortir des niches ethniques : les Chinois au sein et en marge du marché du travail espagnol, in Laurence ROULLEAU-BERGER Éd., *Nouvelles migrations chinoises et travail en Europe*, Presses Universitaires du Mirail, pp. 207-228.
- BERTONCELLO Brigitte, BREDELOUP Sylvie (2007) The emergence of new African « trading posts » in Hong Kong and Guangzhou, *China Perspective*, n° 218, pp. 94-105.
- BODOMO B. Adams (2007) The Emergence of African Communities in Hong Kong and Mainland China, *Standford Africa Table*, 23 mai.
- BONACICH Edna (1973) A Theory of Middleman Minorities, *American Sociological Review*, vol. 38, n° 5, pp. 583-594.
- BREDELOUP Sylvie, BERTONCELLO Brigitte (2006) La migration chinoise en Afrique : accélérateur du développement ou « sanglot de l'homme noir » ? », *Afrique contemporaine* (2), n° 218, pp. 199-224.
- BREDELOUP Sylvie (2008) Les entrepreneurs migrants chinois au Sénégal. La métaphore du jeu de go ? », in Momar Coumba DIOP, coord., *Migrations au Sénégal*, Paris, Karthala, pp. 341-363.
- CAMPANI Giovanna et alii (éd.) (1994) *L'immigrazione silenziosa, la comunità cinesi in Italia*, Milano, Edizioni della Fondazione G. Agnelli, 235 p.
- CHAPONNIERE Jean-Raphaël (2008) L'aide chinoise à l'Afrique : origines, modalités et enjeux, *Alternatives économiques*, n° 38, pp. 7-28.
- COHEN Abner (1969) *Custom and Politics in Urban Africa. A Study of Hausa Migrants in Yoruba Towns*, London, Routledge & Kegan, 252 p.
- DE TINGUY Anne (2003) L'immigration chinoise en Russie : source de conflit ou nécessité », *Migrations Sociétés*, vol. 15, n°89.
- DOBLER Gregor (2005) South-South business relations un practice : Chinese merchants in Oshikango, Namibia, (Draft Version, September), 20 p.
- ESOH E. (2005) L'immigration en Afrique Noire dans le contexte de la mondialisation. (www.lestamp.com/publications_mondialisation/publications.esoh.htm).
- GABORIT Marie (2007) *Les stratégies des acteurs de la Chinafrique sur les territoires africains et chinois. Le cas du Sénégal et de la Mauritanie*, Mémoire de master 2, Institut Français de Géopolitique de l'Université de Paris VIII, 226 p.
- GAYE Adama (2006) *Chine-Afrique : le dragon et l'autruche*, Paris, Harmattan, 294 p.
- GEMDEV (1997) *États, politiques publiques et développement en Asie de l'Est*, Paris, Éditions Karthala, 236 p.
- GIPOULOUX François (2006) Attractivité, concurrence et complémentarité : la place ambiguë des villes côtières chinoises dans la dynamique économique du corridor maritime de l'Asie de l'Est, *Outre-Terre* « Puissance Chine », 15, pp. 149-160.
- GOLDSTEIN Andrea, PINAUD Nicolas, RESON Helmut, CHEN Xiaobao (2006) *L'essor de la Chine et de l'Inde, quels enjeux pour l'Afrique ?*, Paris, OCDE, 169 p.
- GOIS Pedro, MARQUESS José-Carlos, OLIVEIRA Catarina (2007) Liens transnationaux des migrants chinois et économie ethnique au Portugal, in Laurence ROULLEAU-BERGER (éd.), *Nouvelles migrations chinoises et travail en Europe*, Presses Universitaires du Mirail, pp. 121-140.

- HAUGEN Heidi, CARLING Jorgen (2005) On the Edge of the Chinese Diaspora : The Surge of Baihuo Business in an African City, *Ethnic and Racial Studies*, 28 (4), pp. 639-662.
- HOFFMANN Nathalie, MABIRE Jean-Christophe (2000) *Afrique-Asie, vers un nouveau partenariat*, Paris, CHEAM, La Documentation Française.
- IZRAELEWICZ Erik (2005) *Quand la Chine change le monde*, Paris, Fasquelle & Grasset, 284 p.
- KERNEN Antoine, ROCCA Jean-Louis (1998) La réforme des entreprises publiques en Chine et sa gestion sociale. Le cas de Shenyang et du Liaoning, *Les études du CERI*, 37, Paris, janvier, pp. 14-23.
- KERNEN Antoine (2007) Les stratégies chinoises en Afrique : du pétrole aux bassines en plastique, *Politique Africaine*, 105, pp.163-180.
- LAFARGUE François (2005) La Chine, une puissance africaine, *Perspectives Chinoises*, 90, juillet-août, pp. 19-30.
- LI Zhigang, XUE Desheng, LYONS Michael, BROWN Alison (2007), *Ethnic Enclave of Transnational Migrants in Guangzhou: a case study of Xiaobei*, International Conference of Chinas Urban Land and Housing in the 21st Century, 13-15 Dec, Hong Kong, 13 p.
- LIN Yu (2006) Yiwu : le carrefour du *made in China*, *Outremer*, 15, Puissance Chine ?, pp. 187-193.
- MA MUNG Emmanuel (2000) *La diaspora chinoise, géographie d'une migration*, Paris, Géophrys, 175 p.
- MIRANDA Adelina (2007) Le commerce chinois : conflits et adaptations dans la structure socio-économique napolitaine, in Laurence ROULLEAU-BERGER (éd.) *Nouvelles migrations chinoises et travail en Europe*, Presses Universitaires du Mirail, pp. 161-178.
- MOHAN Giles, KALE Dinar (2007) *The invisible hand of South-South globalization. A comparative analysis of Chinese migrants in Africa*, unpublished report for the Rockefeller Foundation, 26 p.
- PIEKE Frank N., NYIRI Pal, THUNO Mette, CECCAGNO Antonella (2004) *Transnational Chinese : Fujanese Migrants in Europe*, Routledge, London, 252 p.
- PIEKE Frank N. (1998), Introduction, in Gregor BENTON, Frank N. PIEKE (eds.) *The Chinese in Europe*, London, MacMillan, pp. 1-17.
- PIEKE Frank N. (2007) Les migrations chinoises contemporaines : nouveaux régimes et nouvelles activités et nouvelles activités en Europe, in Laurence ROULLEAU-BERGER (éd.) *Nouvelles migrations chinoises et travail en Europe*, Presses Universitaires du Mirail, pp. 19-43.
- PLIEZ Olivier (2007), Des jeans chinois dans les rues du Caire ou les espaces discrets de la mondialisation, *Mappemonde*, 88 (<http://mappemonde.mgm.fr/num16/articles/art07404.html>).
- POISSON Véronique (2005) Chinois de France, Dossier coordonné, *Hommes et Migrations*, 1254, mars-avril, 156 p.
- ROULLEAU-BERGER Laurence, SHI Lu (2004) Routes migratoires et circulations en Chine : entre mobilités intra-continentales et transnationalisme, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, (20), 3, pp. 7-27.
- ROULLEAU-BERGER Laurence, éd., (2007) *Nouvelles migrations chinoises et travail en Europe*, Presses Universitaires du Mirail, 245 p.
- SANJUAN Thierry (2000) *La Chine : territoire et société*, Paris, Hachette, 189 p.
- SARR Assane, *Le rôle économique et social des populations asiatiques à Dakar au Sénégal*, Mémoire de Master 2, Sciences géographiques, Département de Géographie, Université de Provence, 2005, 81 p.
- SAUTMAN Barry, HAIRONG Yan (2007) *The Forest for the Trees : Trade, Investment and the China-in-Africa Discourse*. Working Paper, 29 p.
- SINDJOUN Luc, éd., (2004) *État, individus et réseaux dans les migrations africaines*, Paris, Karthala, 358 p.

- SU Zhan (2006) Mythes et réalités des produits made in China, *Monde Chinois*, 8, La Chine en Afrique, pp. 73-86.
- TARRIUS Alain (1995) Naissance d'une colonie : un comptoir commercial à Marseille, *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 11, pp. 21-52.
- VIRCOULON Thierry (2006) Chinois d'Afrique, Chinois en Afrique et Afro-chinois : les multiples visages de la communauté chinoise d'Afrique du Sud, *Monde Chinois*, 8, pp. 25-38.

Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs-migrants

Brigitte BERTONCELLO et Sylvie BREDELOUP

Alors que la République Populaire de Chine convoite plus que jamais les matières premières du sol et du sous-sol africain et s'introduit dans des secteurs autrefois réservés aux sociétés d'États, des marchands chinois et africains impulsent par le bas des dynamiques plus discrètes, diffusant auprès des 900 millions de consommateurs africains des produits bon marché fabriqués à profusion dans les usines chinoises. Les commerçants chinois, dont les parcours intercontinentaux ont été influencés à la fois par les réformes de 1978, la libéralisation de la législation chinoise sur l'émigration et les restructurations économiques à l'œuvre en RPC se sont implantés, à la fin des années 1990 en Afrique subsaharienne, quelques années après que des ingénieurs, techniciens et ouvriers ont été recrutés dans le cadre de la coopération bilatérale. Les entrepreneurs-migrants africains ont, quant à eux, intégré au seuil du nouveau millénaire les villes chinoises dans leurs itinéraires migratoires, après avoir exploré, de leur propre chef, d'autres places en Afrique et en Asie au fil des dernières décennies. Après avoir décliné les trajectoires migratoires et professionnelles de ces deux catégories de populations et décrit la progression des bazars chinois sur le continent africain tout comme la constitution du comptoir africain en Asie, les auteurs apprécieront dans quelle mesure ces itinéraires relèvent ou non de destinées communes.

China-Africa or the Waltz of Entrepreneurs-Migrants

Brigitte BERTONCELLO and Sylvie BREDELOUP

While the People's Republic of China lusts more than ever after the raw materials from African soil and substratum and gets into sectors that were formerly for state companies only, some Chinese and African merchants encourage more tactful dynamics, distributing cheap products profusely manufactured in Chinese factories to 900 million African consumers. Chinese merchants, of whom the cross-continent opportunities have been affected by reforms in 1978, liberalisation of Chinese legislation on migration and implemented economical reorganisations in People's Republic of China, have settled at the end of nineties in Sub-Saharan Africa, some years after engineers, technicians and workers were hired within bilateral cooperation. As far as they are concerned, African entrepreneurs-migrants added Chinese cities in their migratory itineraries at the very beginning of the new millennium, after exploring, on their own initiative, other places in Africa and Asia over the last decades. Once stated the migratory and professional routes of these two categories of population and described both the growth of Chinese bazaars on the African continent and the development of the African counters in Asia, the authors will assess in what extent these itineraries result or not from mutual destinies.

China-África o el vals de los empresarios-migrantes

Brigitte BERTONCELLO y Sylvie BREDELOUP

Más que nunca la República Popular de China codicia a las materias primas del suelo y del subsuelo africano y se introduce en sectores económicos reservados ayer en muchos países a sociedades perteneciendo al estado. Mientras tanto los comerciantes chinos y africanos impulsan desde abajo dinámicas más discretas, difundiendo hacia los 900 millones de consumidores africanos productos baratos fabricados en gran cantidad por las fábricas chinas. Los comerciantes chinos, cuyos recorridos intercontinentales han sido influenciados a la vez por las reformas de 1978 en China, las reestructuraciones económicas y la liberalización de la legislación de la emigración, se establecieron a fines de los años 1990 en África subsahariana, algunos años más tarde que los ingenieros, técnicos y obreros contratados en el marco de la cooperación bilateral. A su vez los empresarios-migrantes africanos exploran durante las últimas décadas a ciudades comerciantes de África y Asia. A principios del nuevo milenio integran a las ciudades chinas en sus itinerarios. Después de presentar las trayectorias migratorias y profesionales de ambas poblaciones y describir la multiplicación de los bazares chinos en el continente africano y la construcción de la factoría africana en Asia, las autoras se preguntarán en qué medida estos itinerarios relevan o no de destinos comunes.